

Un article imbécile mais typique

Posté le : 10 décembre 2013 11:54 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Attitudes

La capacité de certaines Universités, ou structures associées, à produire des textes d'une sottise impardonnable, à des millions d'années lumière de la réalité vécue, laisse songeur. Celle de la PQN à les reproduire avec complaisance, a quelque chose d'angoissant.

Prenons l'article du Monde intitulé " Prospérer sans croissance, c'est possible. Oublions les trente glorieuses" publié dans la livraison datée du 10 décembre 2013 (nous éviterons par charité de donner les noms des deux auteurs).

Au-delà de l'oxymore du titre, quelle est la thèse défendue ?

- La croissance ralentit depuis des décennies. Donc elle ralentira encore.

- Le bonheur n'est pas corrélé à la croissance du PIB.

Donc tout va bien. Acceptons une société économiquement stagnante et répartissons la richesse par l'impôt pour que tout le monde soit heureux.

Tout est absurde à la fois dans la démarche et dans les conclusions.

Il est vrai que la croissance diminue depuis la fin des "trente glorieuses". Mais en quoi est-ce une fatalité ? Plutôt que d'expliquer les causes anormales de cette décroissance, les auteurs préfèrent l'acter comme définitive et rationnelle. Le poids du vieillissement, le coût du pétrole et les nouvelles technologies excluraient toute croissance. On retombe sur les âneries d'un Rifkin qui voyait la fin du travail juste avant que plusieurs centaines de millions de terriens sortent de la misère et entrent dans l'économie productive.

La croissance est le fruit de la productivité. Considérer que tout gain de productivité est un frein à la croissance est une des erreurs économiques dénoncées par Alfred Sauvy et tant d'autres depuis des décennies. La machine n'a jamais tué l'emploi, même si elle a tué certaines formes de production. On retombe sur les dramatiques affirmations des Verts, encore récitées par Vincent Placé lors de l'émission pilotée par MM. Zemmour et Naulleau sur Paris Première, cette semaine : les technologies vertes coûtent plus cher, donc elles permettent de créer plus d'emplois !

Ah ! Si on pouvait avoir gardé les anciens centraux téléphoniques manuels. Je divise le nombre de communications actuel par la productivité d'une opératrice d'alors et j'arrive au moins à 300 millions d'emplois en France !

Les auteurs méconnaissent une réalité toute simple qui est la base de toute économie : la création de richesses est un flux. Il n'y a pas de gâteau, immanent prêt à être partagé entre les convives pour leur plus grand bonheur. Cette vision féodale a du mal à disparaître des cranes embrumés.

Il est intéressant de constater combien les réalités françaises sont méconnues y compris par les universitaires chargées de les observer et de les analyser :

- la France n'est pas en stagnation. Le revenu par tête baisse continûment depuis cinq ans, après que sa croissance se soit pratiquement arrêtée après 93. Ce n'est pas une stagnation. C'est une baisse.

Une B-A-I-S-S E !!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!

- Le merveilleux plan Hollande nous vaut, pour 2013, 300 à 400.000 emplois perdus et le double de personnes sorties des statistiques de demandeurs d'emplois en fin de droit. M. Larroutourou parle de 900.000 personnes exclus de l'emploi en 2013. On ne doit pas en être très loin.
- Malgré près de 80 milliards d'impôts nouveaux, les recettes ne sont pas au rendez-vous et nous ne respectons pas nos engagements internationaux. La dette monte vers les 100% du PIB et le chômage global va dépasser 11%, avec 25% des jeunes au tapis (50% dans les périphéries colonisées par des immigrants peu décidés ou peu aptes au travail). Les "riches" paient entre 80 et 120% d'impôts, si on prend tous les impôts en considération. Près de 8.000 d'entre eux paient plus de 100% en impôts directs. Des centaines de grandes fortunes s'enfuient chaque années malgré des mesures de plus en plus attentatoires aux libertés. Les jeunes productifs fuient la France par dizaines de milliers.
- Nous aurons connu en 2013 l'année la pire en matière de plans sociaux dans les grands groupes (près de 4% en moyenne de leurs effectifs ont été licenciés) et en matière de faillites de PME. Le petit commerce est à l'arrêt avec près de 8% du parc des boutiques en faillite et 40% du reste à limite. La construction comme de nombreux autres secteurs sont à moins 20, moins 30% de chiffres d'affaires. Les parts de marché internationales de la France s'effondrent.
- Il nous manquait environ 5 à 7 millions d'emplois salariés dans le secteur privé. Nous avons dépassé les 8 millions ! Avec, e parallèle, plus 5 millions de chômeurs toutes catégories confondues et plus de 3 millions d'assistés complets qui ne recherchent pas de travail. Ajoutons que le nombre des fonctionnaires ou équivalent a explosé en 2013, avec plus de 50.000 nouveaux recrutés.
- Le nombre de familles qui vivent totalement de l'impôt des autres est quasiment égal au nombre de familles qui contribuent. Situation évidemment intenable.
- Si on ramène tous les grands agrégats à la valeur ajoutée des entreprises du secteur marchand les ratios deviennent terribles.

Les prélèvement égalent 100% de cette valeur ajoutée ; la dépense publique est supérieure.

La dette publique représente 200% de cette valeur ajoutée mais la dette globale est à 800%.

S'il fallait compter sur les entreprises pour amortir cette dette et en payer les intérêts, il faudrait prélever 120% de sa valeur ajoutée. S'il fallait en plus que les entreprises paient les dépenses publiques , on ajouterait 120% de plus. 240% de la valeur ajoutée des entreprises du secteur marchand, c'est possible, c'est raisonnable ? ...

La France vit donc dans une perspective d'effondrement. Il n'y a pas de gâteau mais un flux de production menacé qui, déjà, ne permet pas l'emploi de la population. Elle ne peut plus en sortir sans réduire drastiquement les versements aux secteurs et aux familles subventionnés, avec des conséquences sociales évidemment très lourdes. Il lui faut chercher sans relâche les moyens de la productivité et de la compétitivité pour retrouver une économies croissante et créatrice d'emplois.

On peut craindre que la France ne puisse rebondir, comme la Grèce , le Portugal ou l'Espagne, qu'au prix d'une restructuration très dure dont on retarde inlassablement le moment avec des expédients, mais seulement des expédients, en aggravant à chaque fois les contraintes du redressement ultérieurs.

Et voici que deux imbéciles nous expliquent qu'il faut révéler cette formidable situation, réduire la productivité et l'emploi marchand dans la joie et la bonne humeur et répartir l'argent encore plus par l'impôt.

La première mesure à prendre est de cesser de subventionner l'institut où ils sévissent (L'IFFRI Sciences-po) , et renvoyer nos auteurs sur le marché du travail, afin qu'ils contribuent par la création de richesses à la solution des difficultés du pays. Entendre des sous-intellectuels fonctionnarisés expliquer qu'il faut qu'on continue à les engraisser au prix de l'effondrement du pays est sans doute le genre de gouttes qui peuvent faire déborder n'importe quel vase.

Les contribuables peuvent-ils continuer à subventionner des "penseurs" dont le seul enthousiasme consiste à crier inlassablement : Vive l'impôt ! Vive la stagnation ! Vive l'assistanat ! Vive le chômage ! Vive la misère ! Vive le fonctionnariat moralisateur !